

## Questionnaire CLE

En dépit des différentes mesures adoptées aux plans national, régional et local, la pauvreté ne cesse de croître et s'accélère suite aux conséquences d'une mondialisation de plus en plus soutenue, de la pandémie, de la guerre en Ukraine, des changements climatiques. Les solutions dépassent désormais les réponses apportées par le seul secteur social et associatif.

Vous ambitionnez de faire entendre la voix de la Corse et de porter ses préoccupations au niveau national :

### **1. Quelle est la place qu'occupent la précarité et la pauvreté parmi les questions que vous souhaitez voir abordées par la représentation nationale et que vous lui soumettez ?**

La question de la pauvreté et de la précarité devrait occuper une place centrale dans les débats de la représentation nationale car nous pensons que notre pays est dans une situation d'urgence sociale absolue. Tous les indicateurs en attestent et la Corse est particulièrement touchée par ce fléau.

### **2. Avez-vous, vous-même, des propositions sur certaines de ces questions à proposer au débat public ?**

Pouvoir d'achat

- Porter immédiatement le SMIC mensuel à 1 500 euros net et accompagner les TPE/PME
- Porter à minima au niveau du SMIC revalorisé toutes les pensions pour une carrière complète, et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté
- Prendre en compte le revenu de solidarité active (RSA) pour valider des trimestres en vue de la retraite

Éradiquer la pauvreté

- Instaurer une garantie dignité qui ne laisse aucun individu sous le seuil de pauvreté (1063 euros par mois pour une personne seule)
- Bloquer immédiatement les prix des produits de première nécessité (essence, alimentation, énergie) et encadrer durablement les prix des produits alimentaires de première nécessité
- Atteindre l'objectif de zéro sans-abri : doublement des places d'accueil (estimées aujourd'hui à 100 000) et simplification des dispositifs
- Automatiser le versement des aides et prestations sociales afin de lutter contre le non-recours
- Restructurer les emprunts des ménages surendettés, garantir à tous l'accès effectif aux services bancaires de base et plafonner les frais bancaires

- Assurer la gratuité des protections périodiques

### **3. Avez-vous, à cet égard, déjà formé des projets d'intervention et d'interpellation du gouvernement, sur la prise en compte de cette problématique et sur les moyens qu'il envisage, de son côté, de mettre en œuvre pour lutter contre ces fléaux?**

Si nous sommes majoritaires, il ne s'agira pas d'interpeller un gouvernement. Nous savons que cela est à portée de main et c'est pour ça que notre candidature est importante. Nous appliquerons notre programme et donc nous allons frontalement combattre la pauvreté avec pour objectif de ne laisser personne avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté.

Si nous sommes dans l'opposition, vous savez ce dont le groupe insoumis a été capable de faire avec seulement 17 députés. Une fois élu, nous nous m'inscrirons dans la même démarche de lutte pour les plus défavorisés. La réduction des APL, la réforme de l'assurance chômage... Toutes ces luttes, nous les avons menées aussi bien à l'assemblée nationale que dans les mouvements sociaux. Quand on voit ce que prévoit le gouvernement pour les personnes au RSA, s'il est majoritaire, il ne faut pas l'interpeller, il faut le combattre.

Au niveau politique:

### **4. Défendriez-vous la création d'un ministère entièrement dédié à la lutte contre la pauvreté?**

La question ne se pose pas de cette façon selon nous. Tout d'abord, comme pour l'écologie, la lutte contre la pauvreté concerne tous les domaines : éducation, santé, logement, travail, économie... De ce fait, il s'agit de profiter de tous les ministères pour mener cette lutte.

La question sociale est l'une des principales urgences à laquelle le pays doit faire face mais nous ne pensons que la création d'un ministère dédié à cette question permettra de régler cette problématique si il n'y a pas de réelle volonté politique de l'éradiquer à tout prix.

La pauvreté permet d'avoir une main d'œuvre corvéable à merci et cette situation satisfait les intérêts financiers et le gouvernement Macron.

Quand on se pose la question au niveau de l'intérêt général humain, on ne peut que constater que cette situation est abjecte et qu'il faut donc rompre avec ces logiques de marchés qui rendent tout service ou produit le moins cher possible.

## **5. Vous engagez-vous à participer aux commissions permanentes des affaires sociales et des finances pour influencer sur les projets de loi concernant plus particulièrement la lutte contre la pauvreté?**

Notre place en tant que député se fera là où on aura le plus besoin de nous pour l'intérêt général. Le tout c'est que notre groupe de la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale couvre tous les sujets le mieux possible avec les meilleures personnes pour chaque poste. Nous ne pouvons pas vous promettre aujourd'hui que nous serons aux affaires sociales car nous ne le savons pas mais des députés de chez nous y seront. Ils y défendront les mêmes idées que celles présentées dans ce questionnaire.

**Que proposez-vous pour améliorer l'accès des plus pauvres, notamment en matière de :**

**Accès aux besoins fondamentaux:**

### **De soins**

- Reconstruire le service public hospitalier
- Instaurer le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les complémentaires santé dans la Sécurité sociale

### **A une alimentation suffisante en qualité et quantité**

- Créer un ministère de la Production alimentaire
- Expérimenter une garantie universelle d'accès à des aliments choisis comme premier jalon d'une « sécurité sociale de l'alimentation », afin de permettre à chacune et à chacun d'accéder à des aliments, notamment des fruits et légumes, de saison et bio, dans des magasins de proximité publics ou associatifs
- Garantir en permanence l'accès à cinq fruits et légumes de saison à prix bloqués et réduire la TVA sur les produits bio
- Porter progressivement l'alimentation dans la restauration collective à 100 % local et biologique, réduire la part des protéines carnées et y proposer une option végétarienne quotidienne
- Développer des projets alimentaires territoriaux (PAT) élaborés de manière collective avec les paysans, les habitants, les producteurs et leurs organisations pour adapter la production alimentaire aux besoins locaux et créer les outils nécessaires (magasins de producteurs, ateliers de transformation, cuisine centrale...)

### **A un logement décent, notamment pour limiter les passoires thermiques**

- Notre gouvernement interdira les coupures de gaz et d'électricité toute

l'année et garantira à tous les ménages la possibilité de pouvoir chauffer son logement ainsi que bénéficier d'eau chaude en lui accordant un seuil minimal de puissance fixé par décret.

- Refaire l'isolation d'au moins 700 000 logements par an et mettre fin aux situations de précarité énergétique : privilégier les rénovations complètes, interdire réellement la location des passoires thermiques, renforcer les programmes de détection des passoires énergétiques, cibler les aides à la rénovation en fonction des revenus des ménages, avec un reste à charge zéro pour les plus modestes et un dispositif d'avance de trésorerie

#### Garantir le droit au logement

- Interdire les expulsions locatives sans proposition de relogement public
- Mettre en place une garantie universelle des loyers créant un filet de sécurité contre les impayés de loyers pour les locataires, comme pour les propriétaires
- Encadrer les loyers partout sur le territoire et à la baisse dans les grandes villes, adopter un bouclier logement qui limite la part des revenus consacrée à se loger
- Construire 200 000 logements publics par an pendant cinq ans aux normes écologiques les plus ambitieuses
- Réhausser le seuil minimal de logements sociaux par commune (loi SRU) à 30 %, augmenter les sanctions contre les communes hors la loi et ordonner aux préfets de se substituer systématiquement aux maires défaillants
- Imposer les hautes transactions immobilières spéculatives par une taxe progressive pour financer la lutte contre le logement indigne
- Rendre la rénovation des logements « passoires thermiques » obligatoire avant toute mise en location
- Lutter contre l'habitat indigne et insalubre : rendre obligatoire un « permis de louer » dans toute la France (autorisation préalable délivrée par les pouvoirs publics), lancer un grand plan de rénovation des logements, utiliser le droit de préemption et garantir un relogement décent et rapide des personnes mal logées
- Rétablir les aides publiques pour les HLM, éviter les hausses de loyers à la relocation et garantir le relogement à loyer constant dans le cadre des réhabilitations ou reconstructions
- Lutter contre la spéculation sur le logement en limitant les locations de courte durée (de type AirBnB) aux propriétaires-occupants et pendant une période limitée
- Lancer un plan d'urgence de prévention et d'éradication des punaises de lits, avec la création de services publics locaux dédiés
- Réviser les Plans de prévention des risques d'inondations à la hauteur des nouvelles menaces et créer un Fonds d'aide à la relocalisation des constructions menacées par les inondations et la montée des mers
- Revaloriser les aides personnelles au logement (APL) au regard de l'inflation, revenir sur les réformes du quinquennat Macron et notamment la coupe de 5 euros et renforcer les moyens dédiés à l'accompagnement pour lutter contre

le non-recours

## **A des transports en commun efficaces pour une transition écologique juste et solidaire**

Développer les transports publics écologiques, repenser la mobilité individuelle

- Créer un pôle public des transports et de la mobilité
- Maintenir des guichets physiques dans les gares
- Engager un plan national de soutien massif au développement des transports collectifs (bus, tram, tram-train, câble...) dans les grandes agglomérations
- Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée (jeunes, précaires, etc.) et baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %
- Développer les transports publics à la demande hors des zones denses de transport public
- Favoriser l'usage du vélo : aménagement d'infrastructures cyclables sécurisées et de stationnement vélos, rendre obligatoire les stationnements vélos publics à proximité des gares et des services publics et les garages privés dans toutes les constructions et rénovations
- Développer le partage de la voiture : soutenir les initiatives solidaires et des collectivités en faveur du covoiturage et d'autopartage
- Rendre obligatoire le forfait mobilité durable versé aux salariés – notamment pour le vélo – avec la possibilité de le coupler avec les abonnements de trains et simplifier et adapter au télétravail ses modalités de versement
- Installer sur l'ensemble du territoire les systèmes de mise à disposition de parcs de véhicules à faibles émissions pour les ménages à faibles revenus
- Créer un dispositif de billet unique ouvert aux jeunes permettant d'accéder à l'ensemble des trains, transports en commun ainsi qu'aux vélos et voitures en libre service du territoire français

## **A l'accès à la communication numérique**

Mettre le numérique au service de l'intérêt général

- Garantir le droit à un accès minimal gratuit à Internet et la couverture numérique de tout le pays en très haut débit à coût accessible d'ici 2025
- Constitutionnaliser le droit au chiffrement des données et des communications
- Systématiser la publication en données ouvertes des informations publiques détenues par les collectivités (démocratie ouverte)
- Garantir la neutralité du Net, c'est-à-dire l'accès égal de chacun et l'égalité de traitement
- Passer sous contrôle public les infrastructures du numérique et des télécommunications

## **A la culture, au sport, aux loisirs**

## Développer un service public des arts et de la culture

- Porter le budget consacré à l'art, à la culture et à la création à 1 % du PIB par an
- Restaurer un service public de la culture ambitieux pour les acteurs culturels et le public
- Reprendre les grands travaux culturels pour mettre un terme aux inégalités territoriales en matière de structures de création, d'enseignement, de diffusion et de mémoire artistique et culturelle
- Étendre la gratuité dans tous les musées et monuments publics, encadrer à la baisse les tarifications dans l'offre publique comme privée (cinéma, salles de concerts, etc.)
- Créer une médiathèque publique en ligne gratuite regroupant les œuvres tombées dans le domaine public et une proposition d'œuvres récentes programmées temporairement sur la base de Gallica
- Soutenir la création et l'appropriation par tous des œuvres et pratiques culturelles, en revalorisant l'éducation artistique à l'école, les conservatoires, l'éducation populaire et la place de la culture dans les comités d'entreprise
- Lancer un plan de formation et de recrutement d'emplois culturels de proximité, notamment à destination des jeunes

## Libérer le sport et les corps de l'argent

- Agir pour la création d'une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré pour rendre gratuite et accessible la pratique d'une activité physique encadrée par des enseignants et des éducateurs
- Augmenter la taxation sur les retransmissions sportives à la télévision pour contribuer au financement du sport amateur
- Démocratiser la gestion des fédérations sportives et assurer la souveraineté des licenciés sur leur fédération, en encourageant des modes d'organisation plus coopératifs (type SCIC)
- Rembourser le sport santé, ou « sport sur ordonnance », grâce à la Sécurité sociale
- Rendre effectif le droit à l'apprentissage de la natation dans le cadre scolaire pour toutes et tous
- Redéployer et renforcer les conseillers techniques et sportifs (CTS) sur tout le territoire
- Mettre en place un plan national d'urgence pour la construction et la rénovation des équipements sportifs
- Favoriser la gratuité des activités sportives pour les populations les plus pauvres avec une prise en charge à 50 % des licences sur critères sociaux par l'État

## Pour prévenir le décrochage scolaire

- Assurer l'égalité devant l'école :
  - Réduire partout les effectifs par classe pour faire mieux que la

moyenne européenne, qui est actuellement à 19 élèves par classe, en priorisant les classes de pré-élémentaire, les lycées professionnels et les établissements relevant de l'éducation prioritaire

- Objectif « zéro décrocheur » : renforcer les dispositifs de rattrapage scolaire en proposant des accompagnements collectifs et individuels adaptés. Rétablir les RASED dans le premier degré
- Établir une nouvelle carte scolaire intégrant les établissements privés, et une carte de l'éducation prioritaire qui réponde aux besoins éducatifs et mette fin à la ségrégation scolaire, en concertation avec les collectivités, syndicats et associations de parents d'élèves
- Étendre la scolarité obligatoire à 18 ans, en proposant, si nécessaire, une garantie d'autonomie à partir de 16 ans
- Augmenter le nombre de classes pour les élèves primo-arrivants

### **Pour améliorer la formation professionnelle des non diplômés**

Faire la sécurité sociale professionnelle

- Assurer la continuité des droits personnels (à la formation, aux congés...), hors du contrat de travail, et les transférer d'un contrat à l'autre
- Imposer des négociations régulières aux entreprises sur l'emploi, la formation et la gestion des compétences et des qualifications en associant les organisations syndicales
- Garantir le maintien du revenu en cas de reconversion ou de formation
- Donner à chaque salarié le droit à 36 heures de formation par an, librement utilisables dans le domaine de son choix
- Créer une garantie d'emploi : tout chômeur de longue durée pourra se voir proposer un emploi utile dans un secteur d'urgence, rémunéré au moins au SMIC, financé par l'État et cohérent avec ses qualifications, son parcours professionnel et ses souhaits, ou suivre une formation qualifiante prise en charge à 100 %

### **Qualifier tout le monde**

- Augmenter le nombre de classes et de lycées professionnels et agricoles publics
- Créer des centres polytechniques professionnels, associant des formations publiques allant du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) au brevet de technicien supérieur (BTS)
- Rétablir l'encadrement de la création de centres de formation des apprentis (CFA) sous l'autorité des régions
- Rétablir le baccalauréat professionnel en quatre ans et y renforcer les enseignements généraux
- Structurer les filières professionnelles qui répondent aux besoins en main-d'œuvre de la bifurcation écologique et sociale
- Permettre l'accès et la gratuité des places d'internat aux étudiants et

apprentis mineurs sous condition de ressources et pour les plus éloignés des lieux d'apprentissage

- Réinstaurer un service public national de l'orientation en y associant les régions

## **Solidarité institutionnelle et sociétale :**

### **Que proposez-vous pour**

### **Associer les plus pauvres à la conception, la réalisation, l'évaluation des mesures qui les concernent**

Permettre l'intervention citoyenne

- Instaurer le Référendum d'initiative citoyenne (RIC)
- Démocratiser le suffrage : donner le droit de vote à 16 ans, reconnaître le vote blanc, instituer le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales
- Reconnaître un droit de pétition numérique, encadré par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), permettant de faire inscrire une proposition de loi à l'ordre du jour des assemblées, et abaisser les seuils de recevabilité
- Instaurer une procédure de parrainages citoyens pour l'élection présidentielle en alternative aux 500 parrainages d'élus
- Présenter systématiquement au bureau de l'Assemblée nationale les propositions émises par les citoyens dans le cadre de conventions citoyennes ou d'assemblées créées à cet effet
- Rendre obligatoire le recours au référendum en cas de modification de la Constitution
- Donner à la Corse le statut garanti par l'article 74 de la Constitution
- Défendre la commune comme l'échelon de base de la démocratie et de la citoyenneté
- Rendre effectif le principe du non-cumul des mandats et des indemnités (un seul mandat exécutif au même moment, sauf pour les intercommunalités, deux mêmes mandats consécutifs maximum)
- Revenir sur les peines infligées à des citoyens, syndicalistes, militants écologistes, politiques, associatifs et Gilets jaunes qui ont exercé leur droit de manifester à travers une loi d'amnistie
- Pour faciliter l'entrée et la sortie du mandat, mettre en place un statut de l' élu avec des garanties de formation et d'emploi pour une assemblée plus représentative du peuple
- Imposer et faire appliquer la parité au sein du Gouvernement, du Parlement et des binômes des collectivités

### **Augmenter le pouvoir d'achat**



## Augmenter les salaires et réduire les inégalités salariales dans l'entreprise

- Porter immédiatement le SMIC mensuel à 1 500 euros net et accompagner les TPE/PME
- Organiser une conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche, qui aborderont notamment :
  - les augmentations de salaires, notamment pour les métiers occupés majoritairement par des femmes dans les secteurs du soin, du lien et du contact
  - les écarts de salaires : limiter l'écart de 1 à 20 entre le salaire le plus bas et celui le plus haut dans une entreprise
  - la répartition de la valeur : fixer un seuil minimal pour les revalorisations salariales, afin que la somme consacrée aux revalorisations salariales soit au moins égale à la croissance du retour à l'actionnaire (dividendes et rachats d'actions)
  - l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (salaires, formations, carrière, promotions...) : augmentation des sanctions financières et pénales (amendes, refus d'attribution de marchés publics), création de commissions de contrôle salarié dans les entreprises
- Revaloriser le traitement des fonctionnaires et dégeler le point d'indice
- Porter a minima au niveau du SMIC revalorisé toutes les pensions pour une carrière complète, et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté

## Expérimenter le revenu universel

- Instaurer une garantie dignité qui ne laisse aucun individu sous le seuil de pauvreté (1063 euros par mois pour une personne seule)

## Donner des alternatives à la dématérialisation des démarches administratives

- Garantir le maintien de guichets, de personnels, et de formulaires papier malgré la dématérialisation des services publics et la transformation numérique des administrations, déployer un service public de proximité pour accompagner les 20 % de Français en difficulté avec le numérique (illelectronisme)

## Développer de véritables guichets uniques

Plus que de développer des guichets uniques, nous pensons qu'il faut donner les moyens à l'administration d'assurer un véritable accès aux droits des usagers. Cela implique un recrutement massif de fonctionnaires et un véritable soutien aux associations qui oeuvrent dans le champ social.

## **Un accueil digne pour tous les migrants.**

Mettre en œuvre une politique migratoire humaniste et réaliste

- Renforcer l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et organiser une conférence annuelle sur les migrations
- S'opposer aux accords commerciaux inégaux afin d'éviter aux migrants de devoir quitter leur pays
- Agir contre les conséquences des bouleversements climatiques par des transferts de technologies et de l'aide financière et matérielle
- Mettre fin aux violations des droits fondamentaux par Frontex
- Assumer notre devoir d'accueil et d'humanité envers les réfugiés
- Faciliter l'accès aux visas, régulariser les travailleurs, étudiants, parents d'enfants scolarisés et instituer la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence
- Garantir l'accès effectif aux soins de toutes et tous face aux instrumentalisation politiques de l'aide médicale d'État (AME)
- Contribuer à créer un statut de « détresse environnementale » apportant une protection temporaire pouvant devenir durable en fonction de la gravité de la catastrophe ayant entraîné la migration
- Mettre fin au règlement Dublin et renégocier les accords du Touquet, mettre un terme aux accords maltraitants pour les personnes concernées et à l'instrumentalisation de l'aide au développement
- Prendre en charge les personnes migrantes grâce à des structures d'accueil et d'hébergement en nombre suffisant sur tout le territoire, en finir avec le délit de solidarité, créer un guichet unique d'accueil
- Garantir pleinement le droit d'asile

Pour L'union Populaire,

Robin De Mari, candidat aux élections législatives 2022 dans la 1<sup>e</sup> circonscription de Corse du Sud

Dominique Mauny, candidat aux élections législatives 2022 dans la 1<sup>e</sup> circonscription de Haute Corse